

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 278/ Juin 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{ER} TRIMESTRE 2019

Une économie à marée basse

Le climat des affaires se stabilise à un niveau bas

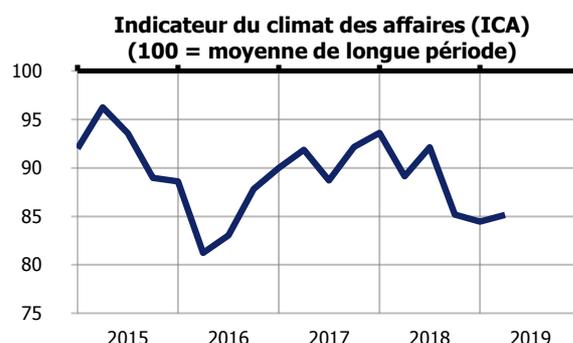
L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des entrepreneurs calédoniens sur la conjoncture locale s'établit à 85,2 au 1^{er} trimestre 2019, en hausse de 0,7 point par rapport au trimestre précédent. Depuis la chute enregistrée au 3^e trimestre 2018, l'indicateur de confiance oscille autour de 85,0, soit 15 points en dessous de sa moyenne de longue période. Ce niveau historiquement bas reflète une confiance affectée par un manque de visibilité et un changement de régime de croissance de l'économie.

Les incertitudes institutionnelles (élections provinciales, référendums...) ainsi que les difficultés des opérateurs du nickel continuent d'affecter durablement la confiance des entrepreneurs du territoire.

La décomposition par composante ne met en exergue aucun signal d'inflexion, ni dans un sens ni dans l'autre, suggérant que la situation actuelle pourrait se prolonger. Seules les perspectives d'investissement sont légèrement mieux orientées (vraisemblablement soutenues par le projet LUCY et quelques autres chantiers).

L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques confirme ce contexte général morose. L'emploi et la consommation des ménages sont plutôt mal orientés alors que le déficit commercial se creuse à nouveau, en lien avec le recul des exportations de nickel. Seul l'investissement résiste encore. Toutefois, l'activité bancaire montre des premiers signes de ralentissement, avec notamment un recul significatif de la production de crédits à l'habitat.

En termes sectoriels, les orientations sont également peu favorables. Le secteur du nickel affiche une production en retrait dans un contexte de marché mondial toujours illisible, alors que la construction privée, qui jusque là soutenait le secteur du BTP montre des signes d'essoufflement. En revanche, le secteur touristique semble retrouver un élan positif.

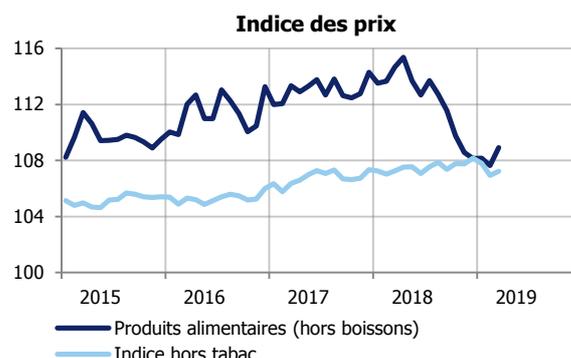


Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

Des prix à la consommation orientés à la baisse

L'indice des prix à la consommation (IPC) diminue au premier trimestre 2019 (-0,5 % en moyenne, par rapport au trimestre précédent). Cette tendance résulte principalement de la baisse significative des prix des produits énergétiques (-4,9 %) après plusieurs trimestres de hausse. Le prix des biens alimentaires continue également de baisser (-0,6 % au premier trimestre 2019 après -1,3 % au trimestre précédent) malgré un léger rebond de l'indice au mois de mars (+1,0 %) dû à des conditions climatiques défavorables. Seuls les prix des services connaissent une légère augmentation ce trimestre (+0,4 %) en lien avec une hausse de 8,7 % des tarifs de transports aériens de voyageurs.

En glissement annuel, l'indice des prix hors tabac reste stable, la baisse des prix de l'alimentation de 1,6 % par rapport au premier trimestre 2018 étant compensée par l'augmentation de 1,1 % des prix des services.

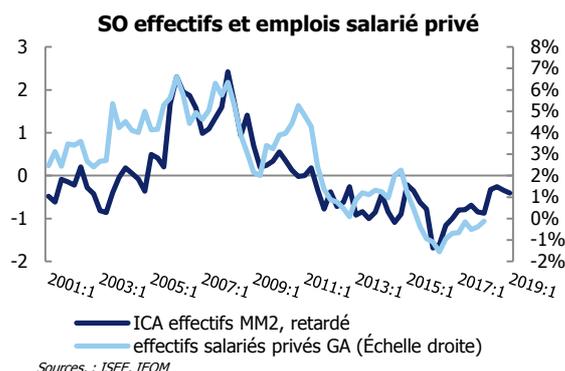


Source : ISEE

Mauvaise orientation de l'emploi dans la majorité des secteurs

En 2018, le taux de chômage annuel reste stable, il s'élève à 11,9 % (après 11,7 % en 2017), soit 15 000 chômeurs et 25 300 personnes sans emploi souhaitant travailler. Le taux d'activité s'établit à 65 % en recul de deux points par rapport à 2017.

Parallèlement, au 1^{er} trimestre 2019, le solde d'opinion portant sur l'emploi se dégrade à nouveau (-0,5 point). Les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture sont donc plus nombreux à faire état d'une baisse de leurs effectifs au cours du trimestre, mais également pour le trimestre à venir (-0,2 pt pour les effectifs prévus). Le secteur du BTP est le plus affecté, avec une dégradation du solde d'opinion de 1,7 point, suivi par le secteur minier (-1 pt) en lien avec la forte baisse d'activité indiquée dans ces deux secteurs. À l'inverse, les entreprises exerçant une activité de services affichent des résultats plus positifs en matière d'effectifs ce trimestre.



Une consommation sans levier

La consommation des ménages semble perdre de la vigueur ce trimestre avec un ralentissement marqué des importations de biens de consommation durables. En effet, leur valeur totale chute de 8,5 % au 1^{er} trimestre 2019 (CVS) pour revenir à un niveau bas, similaire à celui du 3^e trimestre 2018 marqué par une période de déstockage. Parallèlement, les importations de biens de consommation non durables restent stables sur le trimestre et reculent légèrement en glissement annuel (-0,4 %). La hausse de 3,4 % des importations de produits alimentaires est compensée par la baisse des importations d'articles d'habillement (-5,0 %).

Par ailleurs, si le nombre d'immatriculations de voitures neuves enregistre un léger rebond sur le trimestre (+0,6 %), il reste toutefois en net recul sur l'année (-9,7 %).

Les encours de crédits à la consommation sont également en baisse ce trimestre (-2,8 %) comme en glissement annuel (-0,7 %) en lien avec la baisse de la production de crédits (-4,2 % sur le trimestre).

Cette morosité de la consommation des ménages semble être confirmée par les soldes d'opinion des entreprises du secteur du commerce qui, en majorité, continuent de faire état d'une activité dégradée.

L'investissement des entreprises se maintient

La valeur totale des importations de biens d'investissement des entreprises progresse de 4,5 % sur l'année malgré un léger recul ce trimestre (-0,7 %). Les importations de machines et d'équipement atteignent un niveau particulièrement élevé de plus de 10 milliards de F CFP au 1^{er} trimestre 2019, soit une hausse de 5,5 % par rapport au trimestre précédent et de 7,0 % sur l'année. Par ailleurs, les encours bancaires de crédits aux entreprises se contractent légèrement ce trimestre (-0,4 %), mais leur niveau reste relativement élevé avec une hausse de 1,9 % en glissement annuel.

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise interrogés semblent moins défavorables qu'au trimestre précédent.

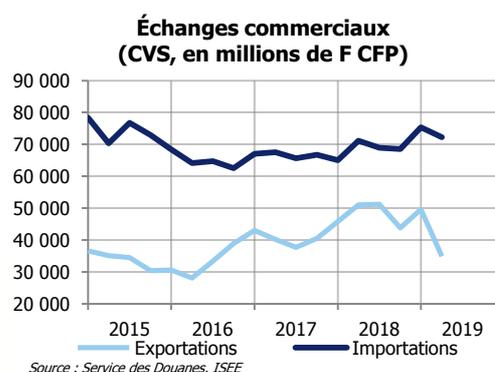
Parallèlement, l'encours des crédits à l'habitat des particuliers continue de croître à un rythme soutenu (+6,9 % en glissement annuel pour les banques de la place). Cependant, la production locale de crédits à l'habitat diminue fortement ce trimestre (-25,3 % en valeur) en partie en lien avec l'arrêt, fin 2018, du dispositif de défiscalisation. La croissance des encours devrait donc ralentir lors des trimestres à venir.



Une forte détérioration de la balance commerciale

Les échanges commerciaux se contractent au 1^{er} trimestre 2019, avec notamment une forte baisse des exportations en lien avec la faible activité du secteur du nickel. Les exportations en valeur atteignent un niveau particulièrement bas, proche de celui de début 2016, en raison de la chute des exportations minières et métallurgiques.

Après avoir atteint une valeur record au 4^e trimestre 2018, les importations se contractent légèrement tout en se maintenant à un niveau élevé. En glissement annuel, elles progressent de 1,6 % tirées par les importations de biens intermédiaires (+14,8 % sur l'année) et de biens d'investissement (+4,5 %). À l'inverse, les importations de biens énergétiques, en forte progression à fin 2018 chutent par rapport au trimestre précédent (-16,7 %) comme en glissement annuel (-3,2 %). La même tendance est observée pour les biens de consommation durables (-8,5 % par rapport au 4^e trimestre 2018 et -8,4 % en glissement annuel).



Une activité en berne dans la plupart des secteurs

Une production minière et métallurgique en net recul

Au premier trimestre 2019, les stocks mondiaux de nickel continuent de fondre (-8,6 % sur un trimestre et -42,6 % en glissement annuel) et repassent sous la barre des 200 000 tonnes, pour la première fois depuis 2013. En dépit de la baisse des stocks et de perspectives plutôt favorables, le cours du nickel continue de suivre une évolution erratique, au gré des annonces des autorités américaines et chinoises dans un contexte de guerre commerciale entre les deux pays. Au premier trimestre, le cours du nickel rebondit (+8,0 % par rapport au 4^e trimestre 2018) mais reste en recul sur un an (-6,8 %).

Au 1^{er} trimestre 2019, en lien avec les tensions sociales touchant certains sites miniers de la SLN, les opérations de maintenance et ajustements technologiques impactant le complexe de VALE NC et les intempéries, **l'activité minière** connaît un coup d'arrêt (-27,5 % sur un trimestre et -2,1 % sur un an), avec un niveau de production le plus faible enregistré depuis le 3^e trimestre 2014. Le volume d'exportations baisse fortement sur le trimestre (-47,1 %) mais progresse sur un an (+15,9 %). En valeur, les exportations reculent également sur le trimestre précédent (-54,2 %), tout en augmentant en glissement annuel (+17,7 %).

La **production métallurgique** suit une évolution similaire à la production minière. Elle recule sensiblement tant en rythme trimestriel (-23,1 %) qu'annuel (-24,5 %) et atteint son plus bas niveau depuis près de 4 ans. De la même façon, les exportations de produits du nickel fléchissent tant en volume (-30,3 % sur un trimestre et -30,2 % en glissement annuel), qu'en valeur (-35,6 % sur trois mois et -35,1 % sur un an).

Marqué par une surproduction notamment au Congo, le marché mondial du **cobalt** poursuit sa dégradation. Au premier trimestre, les stocks continuent de gonfler (+26,2 %), atteignant un point haut approchant de la barre des 1 000 tonnes. Dans ce contexte, le cours chute fortement, perdant 39,8 % de sa valeur sur un trimestre et 59,1 % sur un an. En Nouvelle-Calédonie, la **production de cobalt** suit une tendance à la baisse (-32,4 % en glissement annuel) qui se répercute sur le volume exporté, en repli pour le 6^e trimestre consécutif (-35,7 % sur un an). En lien avec un double effet négatif, prix et volume, les exportations en valeur accusent un recul encore plus important (-67,7 % sur un an).

Le secteur du BTP de plus en plus inquiet

Au 1^{er} trimestre 2019, la confiance des entrepreneurs du secteur reste dégradée. Le solde d'opinion relatif à l'activité se stabilise à un niveau historiquement bas. Les chefs d'entreprise font part de leurs inquiétudes concernant le remplissage des carnets de commandes et sont également plus nombreux à déclarer une baisse de leurs effectifs.

En lien notamment avec la fin du dispositif de défiscalisation locale, la construction privée s'avère moins dynamique qu'en 2018. La production de crédits à l'habitat des entreprises et des ménages accuse un fort recul (respectivement -51,0 % et -30,4 % en glissement annuel).

Pour le trimestre à venir, les anticipations sont également peu optimistes, les soldes d'opinions de l'ensemble des fondamentaux s'établissant sensiblement en deçà de leur moyenne de longue période.

Confiance en hausse dans le secteur touristique

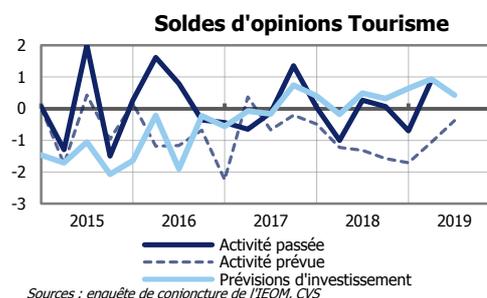
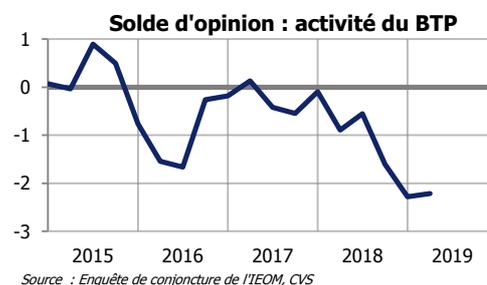
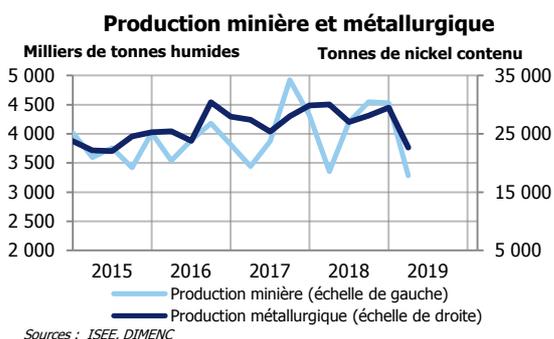
Après une fin d'année 2018 mitigée, les professionnels du tourisme abordent les premiers mois de l'année 2019 avec un regain d'optimisme. Le solde d'opinion relatif au volume d'activité s'améliore sensiblement et repasse au-dessus de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs restent également majoritaires à déclarer une progression de leurs effectifs, un allègement de leurs charges et une amélioration des délais de paiement.

Des évolutions hétérogènes dans le secteur primaire

L'évolution de l'activité apparaît comme contrastée dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. En lien avec les mauvaises conditions climatiques et les intempéries (cyclone OMA notamment), le secteur de la pêche peine à lancer sa campagne 2019. Les exportations de thons s'affichent en recul (-7,2 %, CVS) par rapport au trimestre précédent.

En revanche, la production de viande locale progresse ce trimestre tant pour la filière bovine (+1,2 %, CVS) que la filière porcine (+16,3 %, CVS). Également, la filière de l'aquaculture de crevettes démarre sa saison avec des exportations en hausse (+72,8 % en glissement annuel, CVS).

Les professionnels du secteur primaire interrogés par l'IEOM, gagnent en confiance ce trimestre. Le solde d'opinion relatif à l'activité s'améliore et repasse au-dessus de sa moyenne de longue période. La plupart des fondamentaux (effectifs, prévisions d'investissement, délais de paiement) sont également mieux orientés en ce début d'année.



UNE CROISSANCE DE LA REGION ASIE-PACIFIQUE MEILLEURE QUE PREVU

Après une tendance au ralentissement dans la région Asie-Pacifique en 2018, les perspectives de croissance pour le reste de l'année 2019 s'améliorent, soutenues notamment par des politiques monétaires et budgétaires accommodantes.

La croissance **chinoise** est meilleure qu'attendu au 1^{er} trimestre 2019, à + 6,4 % sur un an. Les craintes d'un fort ralentissement sont atténuées par la remontée de l'indicateur du climat des affaires (manufacturing PMI) au mois de mars. En revanche, les tarifs douaniers imposés par les États-Unis font toujours peser une menace sur les exportations, pourtant dynamiques au mois de mars.

Dans un contexte de bouleversement administratif lié à l'intronisation d'un nouvel empereur, les grandes entreprises **japonaises** ont fait part de leur pessimisme concernant la conjoncture. L'indice Tankan atteint un point particulièrement bas en mars (-7 points par rapport à décembre 2018 pour les grandes entreprises). Cette vision dégradée reflète en partie les inquiétudes liées au ralentissement potentiel de la croissance chinoise et celle d'autres partenaires commerciaux.

De même, en **Indonésie**, l'indicateur du climat des affaires est en baisse en lien en partie avec la forte baisse des exportations (-2,1 % en glissement annuel contre +4,3 % au 4^e trimestre 2018) et l'attente de la période préélectorale. La croissance reste cependant soutenue (+5,1 % ce trimestre en glissement annuel) portée par une consommation privée dynamique (+5,0 % en glissement annuel) grâce à un faible niveau d'inflation ainsi qu'une politique fiscale centrée sur les bas revenus et un faible taux de chômage.

L'**Australie** enregistre un excédent commercial record de 5 874 millions de dollars AUD au mois de mars, malgré un indicateur du climat des affaires également morose. Parallèlement, la banque centrale d'Australie a annoncé le maintien de ses taux directeurs à 1,5 % dans un contexte d'inflation relativement faible.

Sources : FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau Of Statistics, Reserve Bank Of Australia, Reserve Bank Of New Zealand, Statistics Indonesia, Bank of Japan.

FLECHISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2018 devrait se confirmer en 2019 selon les dernières estimations du FMI, qui anticipe une croissance du PIB de 3,3 % en 2019 (+ 3,6 % en 2018). La prévision pour 2019 est inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle publiée en octobre 2018. La montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis a pénalisé l'activité mondiale au cours des derniers mois, alors que la production industrielle et l'investissement sont restés faibles dans la plupart des pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre 2019 pour s'établir à 0,8 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la reprise des dépenses publiques, l'accroissement de l'investissement privé et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe une croissance de 2,3 % sur l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2018. L'inflation continue d'être modérée à fin mars (+1,4 %) tandis que le taux de chômage s'est établi à 7,7 %, son niveau le plus faible depuis septembre 2008. En 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à 1,3 % selon les estimations du FMI (+1,8 % en 2018).

Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre 2019, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Si la consommation des ménages a rebondi, l'investissement ralentit légèrement, tout comme la consommation des APU et les exportations. La Banque de France prévoit pour l'ensemble de l'année un essor du PIB de 1,4 %, légèrement inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,6 %).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,5 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,4 %. Cette légère accélération est principalement attribuable à une meilleure orientation des exportations et à la hausse des dépenses publiques. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,0 % (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait légèrement ralentir dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,4 % selon le FMI après +4,5 % en 2018). Ce repli s'explique principalement par le fléchissement de l'activité en Chine (+6,3 % anticipés pour 2019) et par les difficultés économiques rencontrées par la Turquie et l'Argentine.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 mai 2019.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : J.-D. NAUDET – Responsable de la rédaction : M. ARDOINO – Éditeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : juin 2019 – Dépôt légal : juin 2019 – ISSN en cours